

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 16 Juin 2022

ORDRE DU JOUR
BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 16 JUIN 2022

RAPPORTS

RAPPORT 2022-B17 : APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 AVRIL 2022

RAPPORT 2022-B18 : CONVENTION AVEC LE LYCEE BENOIT (ISLE SUR LA SORGUE) POUR L'HEBERGEMENT DE RENFORTS NATIONAUX DURANT LA PERIODE ESTIVALE 2022

RAPPORT 2022-B19 : PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE SOINS POUR LES CHIENS DE L'EQUIPE CYNOTECHNIQUE DU SDIS DE VAUCLUSE

RAPPORT 2022-B20 : AVENANT A LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES LOCAUX ENTRE LE SDIS DE VAUCLUSE, L'UDSP DE VAUCLUSE ET LA MUTUELLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE

RAPPORT 2022-B21 : CONVENTION SDIS DE VAUCLUSE/IGESA - PARTENARIAT AVEC L'INSTITUTION DE GESTION SOCIALE DES ARMEES AFIN DE COMPLETER L'ACTION SOCIALE AU PROFIT DES AGENTS DU SDIS DE VAUCLUSE



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

SEANCE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

.....
Jeudi 16 juin 2022
.....

DELIBERATION N° B17/2022

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est réuni le Jeudi 16 avril 2022 à 15h30, dans la salle de réunion du Siège de l'Etablissement.

La séance était placée sous la présidence de Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration du SDIS de Vaucluse.

ETAIT PRESENTE :

Madame Marielle FABRE

Conseillère Départementale du canton de l'Isle-sur-la-Sorgue
Première Adjointe au Maire de Chateauneuf-de-Gadagne
Troisième Vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ASSISTAIT PAR VISIO-CONFERENCE :

Madame Sophie RIGAUT

Conseillère Départementale du canton de Vaison-la-Romaine
Première vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ETAIENT EXCUSEES :

Madame Catherine GAY, Corinne TESTUD-ROBERT



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S. DE VAUCLUSE

SEANCE DU 16 JUIN 2022

RAPPORT N° 2022-B17

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 AVRIL 2022

Le procès-verbal de la séance du 7 Avril 2022 a été transmis à tous les membres du Bureau.

Si ce document ne fait l'objet d'aucune observation, il vous est proposé d'en approuver le contenu.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU

Le Jeudi 7 Avril 2022 à 11h00, le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Vaucluse s'est réuni dans la salle de réunion du Siège de l'Etablissement.

La séance était placée sous la présidence de Monsieur Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration.

Etaient présentes :

- | | |
|-------------------------|--|
| - Madame Marielle FABRE | Conseillère Départementale du canton de l'Isle sur la Sorgue |
| - Madame Catherine GAY | Deuxième adjointe au maire d'Avignon |

Etaient excusées :

- | | |
|--------------------------------|---|
| - Madame Corinne TESTUD-ROBERT | Maire de Visan |
| - Madame Sophie RIGAUT | Conseillère départementale du canton de Vaison-la-Romaine |

Le Bureau du Conseil d'Administration peut valablement délibérer, le quorum étant atteint.

Rapport 2022-B09 : Approbation du compte-rendu du 7 Avril 2022.

Le Président présente le rapport.

Mis au vote, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B10 : Dénomination nouvelle caserne intercommunale.

Le Président présente le rapport.

Les élues présentes se prononcent favorablement sur la dénomination proposée qui est « Vallée de l'Aygue ».

Mis au vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B11 : Convention SDIS de Vaucluse – ADRASEC 84

Le Président présente le rapport.

Mis au vote, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B12 : Avenants SDIS de Vaucluse/Société ORANGE

Le Directeur présente le rapport.

Mis au vote, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B13 : Convention SDIS de Vaucluse/Société INFRACOS

Le Directeur présente le rapport.

Mis au vote, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B14 : Convention entre le SDIS de Vaucluse et la mairie de Sabiet pour l'implantation d'un répéteur sur le beffroi de l'église

Le Directeur présente le rapport.

Mis au vote, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B15 : Convention entre le SDIS des Alpes Maritimes et le SDIS de Vaucluse relative à l'exercice de la spécialité opérationnelle cynotechnique

Le Directeur présente le rapport.

Madame Marielle FABRE demande s'il s'agit de terrains aménagés spécifiquement pour les entraînements cynotechniques.

Le Directeur répond par l'affirmative.

Madame Catherine GAY demande pourquoi établir une convention avec ce département et pas un autre.

Le Directeur répond que des liens se sont créés entre les équipes des deux départements à l'occasion d'opérations de renfort.

Le DDA complète en indiquant que par exemple, le SDIS du Var ne possède pas de terrain d'entraînement.

Madame Marielle FABRE souhaite savoir de combien de chiens dispose le SDIS.

Le Colonel SOTTY répond que nous comptons actuellement 4 chiens opérationnels et un en formation.

Madame GAY demande si les chiens sont la propriété du SDIS ; Le Directeur répond que les chiens appartiennent aux sapeurs-pompiers.

Le Directeur Adjoint ajoute que les frais de vétérinaires sont pris en charge par le Service.

Mis au vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport 2022-B16 : Agression de sapeurs-pompiers en service : protection fonctionnelle et constitution de partie civile

Le Directeur présente le rapport.

Mis au vote, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Après avoir demandé aux membres du Conseil s'ils avaient d'autres questions particulières à formuler, le Président lève la séance à 12h00.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU

Le Président : Pas d'observation ?

Mis au vote, le rapport est adopté.

Le Bureau du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve le compte-rendu de la séance précédente qui lui est présenté.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

SEANCE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

.....
Jeudi 16 juin 2022
.....

DELIBERATION N° B18/2022

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est réuni le Jeudi 16 avril 2022 à 15h30, dans la salle de réunion du Siège de l'Etablissement.

La séance était placée sous la présidence de Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration du SDIS de Vaucluse.

ETAIT PRESENTE :

Madame Marielle FABRE

Conseillère Départementale du canton de l'Isle-sur-la-Sorgue
Première Adjointe au Maire de Chateauneuf-de-Gadagne
Troisième Vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ASSISTAIT PAR VISIO-CONFERENCE :

Madame Sophie RIGAUT

Conseillère Départementale du canton de Vaison-la-Romaine
Première vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ETAIENT EXCUSEES :

Madame Catherine GAY, Corinne TESTUD-ROBERT



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S. DE VAUCLUSE

SEANCE DU 16 JUIN 2022

RAPPORT N° 2022-B18

CONVENTION AVEC LE LYCEE BENOIT (ISLE SUR LA SORGUE) POUR L'HEBERGEMENT DE RENFORTS NATIONAUX DURANT LA PERIODE ESTIVALE 2022

Pendant la saison des feux de forêts, et lors des périodes à risques météorologiques particulièrement importants, des colonnes de renforts nationaux sont positionnées dans notre région. Ces colonnes doivent pouvoir être hébergées sur le secteur.

Le lycée Benoit, à l'Isle sur la Sorgue qui possède une capacité d'accueil importante avec 120 chambres pourra accueillir cette année, ces colonnes composées d'environ 80 sapeurs-pompiers.

Le SDIS de Vaucluse prendra en charge le paiement de cette prestation qui sera ensuite remboursée par l'Etat.

A cet effet, une convention doit être établie entre le Chef d'Etablissement d'accueil, le Président du conseil régional et le SDIS pour entériner les modalités pratiques et financières de cet hébergement.

D'autre part, une convention sera signée également avec la Mairie de l'Isle sur la Sorgue pour l'utilisation du parking lui appartenant et qui est attenant au lycée.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer et m'autoriser le cas échéant, à signer les conventions correspondantes.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU

Le Président : Pas d'observation ?

Mis au vote, le rapport est adopté.

Le Bureau du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, se prononce favorablement sur le rapport qui lui est soumis et autorise son président à signer les conventions qui seront établies dans le cadre de l'hébergement de renforts zonaux au lycée Benoit à l'Isle sur la Sorgue, durant la période estivale 2022.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU



RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION DES LOCAUX, DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES PAR UN TIERS EXTERIEUR AU LYCEE

PENDANT ET/OU HORS TEMPS SCOLAIRE

Entre les soussignés,

D'UNE PART :

- **La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité à signer cette convention par la délibération n° 14-669 du Conseil régional en date du 27 juin 2014 ;

Ci-après désignée «**La Région**» ;

- **L'Etablissement Public Local d'Enseignement**
.....
représenté par le Chef d'Etablissement, sis
à..... dûment
habilité à signer cette convention par décision n°..... du Conseil
d'administration en date du ;

Ci-après désigné «**L'E.P.L.E. (A)**» ;

ET L'UTILISATEUR (RAYER LES MENTIONS INUTILES),

- **L'utilisateur**.....Sdis de Vaucluse.....
Nature juridique : Etablissement public.....
Représenté par Monsieur T. LAGNEAU (Président CASDIS)
..Dûment habilité à signer cette convention par acte du..16/06/2022.....

Ci-après désignée «**l'utilisateur**» ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1311-15 et L.4231-4,

Vu le code de l'Education, notamment ses articles L.216-1 et L.214-6-2,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'établissement en date du ,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT,

Préambule :

Le patrimoine immobilier des lycées publics de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur représente près de 3 millions de m² bâtis.

Conformément à l'article L.214-6-2 du Code de l'Education, sous sa responsabilité et après l'avis du conseil d'administration de l'établissement et le cas échéant de la collectivité propriétaire des bâtiments, le président du conseil régional peut autoriser l'utilisation des locaux et équipements des lycées. L'utilisation se déroulera pendant les heures ou les périodes au cours desquelles les locaux ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale ou continue par des entreprises, ou des organismes de formation ou des associations.

En application de l'article L.216-1 du Code de l'éducation, la Région peut organiser dans les établissements scolaires, pendant leurs heures d'ouverture, des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires. Durant le temps scolaire, le cadre juridique n'interdit pas la possibilité de faire coexister des activités périscolaires organisées par la collectivité territoriale de rattachement avec des activités d'enseignement. Mais, la priorité sera toujours donnée aux activités d'enseignement.

Pendant le temps scolaire, les locaux scolaires inoccupés peuvent faire l'objet d'une mise à disposition soit à la demande d'une tierce personne concourant au service public d'éducation soit à l'initiative du lycée lui-même au profit d'un tiers externe dans le cadre d'un partenariat.

Il convient qu'une convention soit établie entre les parties pour organiser l'utilisation des locaux et l'usage des matériels.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région autorise l'utilisateur à occuper temporairement et de manière précaire et révocable, les biens suivants :

- Bâtiment(s)

- FOYER..... m²
- INTERNAT..... m²
- m²
- m²
-m²
-m²

- Parking(s) :

- places de stationnement représentant une surface dem²

- Matériel(s) :
Mobilier internat et foyer
- Sanitaires
- Congélateur + frigo

La présente mise à disposition est réalisée pour les besoins exclusifs de l'utilisateur qui s'engage à ne pas dépasser simultanément un effectif maximum total de 80... personnes.

-
Dans le cas de non utilisation ou de renonciation par l'utilisateur des locaux et des équipements mentionnés à l'article 1, l'utilisateur est tenu d'en informer par écrit au plus tôt l'E.P.L.E. (A) **15 jours avant** la date de début de la mise à disposition.

En cas de modification de l'affectation des locaux, la présente convention sera résiliée de plein droit.

ARTICLE 2 : NATURE DE L'ACTIVITE

L'utilisateur est autorisé à occuper les locaux scolaires et équipements pour réaliser l'(es)activité(s) suivante(s) :

Sur une période continue durant les vacances scolaires d'été en fonction des aléas incendie sur la région, hébergement de colonnes de renforts nationax dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts.....

ARTICLE 3 : PERIODE(S) D'UTILISATION

L'utilisateur est autorisé à occuper les locaux et à utiliser, le cas échéant, les équipements et matériels pour la ou les période(s) suivante(s) :

Période(s) : du samedi 2 juillet au dimanche 28 août 2022.....

Jour.(s) :.....

Heures :.....

ARTICLE 4 : DUREE

Cette convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et de sa notification.

Cette autorisation étant accordée sur le domaine public régional, elle est donc précaire et révocable pour tout motif d'intérêt général.

Si la Région entreprend des travaux rendant nécessaire la modification des locaux mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention, la Région devra informer les parties de son projet au moins 3 mois avant le début des travaux, sauf en cas de travaux urgents.

Une nouvelle convention devra alors être signée entre la Région, le lycée et l'utilisateur.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'utilisateur s'engage à verser à l'E.P.L.E.(A), sur présentation d'une facture par ce dernier, une participation financière d'un montant total de*.....€, calculée sur la base des tarifs planchers arrêtés par la Région en fonction du type de locaux mis à sa disposition et du nombre de jours ou d'heures d'utilisation, selon le détail suivant :

.....*...7.70€ par nuitée (tarif CA)

le montant total sera calculé après service fait, le 28 août 2022 en fonction du nombre de nuitées passées au sein de l'établissement, par les colonnes, durant la période.

Le rappel des tarifs adoptés par la collectivité régionale figure, pour information, en annexe n°1 de la présente convention. La Région validera au moment de la signature de la convention le montant de la participation financière.

Ces participations sont des minimums et ont été calculées par référence aux coûts moyens de fonctionnement constatés au m² en y intégrant notamment les charges d'entretien et de viabilisation.

ARTICLE 6 : PERSONNELS REGIONAUX DES LYCEES

Dans les locaux dédiés ou utilisés principalement pour les actions de formation continue ou d'apprentissage, les personnels régionaux ne peuvent pas être sollicités dans le cadre de leurs obligations hebdomadaires de services, consacrées au lycée.

L'appel à ces agents doit être prévu sur la base de volontariat et dans le cadre d'heures supplémentaires rémunérées par l'utilisateur.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE L'UTILISATEUR

a) Jouissance

L'utilisateur usera des locaux et les matériels visés à l'article 1 mis à sa disposition pour l'organisation exclusive des activités prévues à l'article 2.

L'Utilisation des locaux scolaires et des équipements s'effectuera dans le respect de l'hygiène, des règles de sécurité et de tranquillité publiques.

Les activités organisées par l'utilisateur doivent être compatibles avec la nature des installations et des aménagements des locaux.

b) Assurances

Par la présente convention, l'utilisateur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages causés pendant l'utilisation des locaux et des équipements, ou être en capacité de prouver qu'il est son propre assureur (exemple des services de l'Etat).

A toute demande concernant cette obligation, il devra justifier du paiement des primes.

En cas de sinistre, il devra en informer l'E.P.L.E. (A) dans les 48 heures et faire une déclaration auprès de sa compagnie d'assurances.

Une attestation d'assurance RC sera fournie par le SDIS à la signature de la présente.

c) Consignés de sécurité applicables pour toute type de prêt de locaux scolaires

L'annexe MS 46 (arrêté du 11 décembre 2009, publié au JORF du 16 février 2010) relative à la composition et à la mission du service de sécurité incendie précise que la ~~responsabilité~~ sécurité est déléguée au bénéficiaire **dans le cas d'activités sans hébergement dont l'effectif maximal ne dépasse pas 300 personnes** (cf. : annexe L'utilisateur reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les appliquer ;
- avoir procédé, avec le Chef d'Etablissement, à une visite des locaux et équipements utilisés et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées ;
- avoir constaté avec le Chef d'Etablissement, l'emplacement des dispositifs d'alarme et des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

L'utilisateur s'engage à donner au lycée et à la Région :

- l'identité de la ou les personnes assurant les missions définies par l'arrêté du 11 décembre 2009 et par l'arrêté modifié du 25 juin 1980 à son article MS 46,
- l'effectif maximal,
- les périodes d'utilisation,
- les dispositions relatives à la sécurité,
- les coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence.

Il conviendra de renseigner et de signer l'annexe sécurité prévue à cet effet (cf. : annexe n°2).

d) Consignés de sécurité complémentaires à respecter pour les prêts de locaux d'hébergement (internat, chambres d'internats)

L'annexe MS 46 précise, **dans le cas d'un hébergement**, et ce quel que soit le nombre de participants, la responsabilité du système de sécurité incendie relève de la compétence de l'exploitant des locaux, à savoir le lycée. **Cette compétence ne peut être déléguée en aucun cas à l'utilisateur.**

Il appartient donc aux EPLE et EPLEA de veiller au bon fonctionnement des matériels et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien, en y affectant si nécessaire une partie des recettes encaissées dans l'occupation du domaine public régional.

ARTICLE 8 : CONDITIONS GENERALES

La présente convention est effectuée aux conditions ordinaires et de droit et sous celles particulières suivantes que l'utilisateur accepte expressément.

a) Etat des lieux

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera dressé contradictoirement entre le lycée et l'occupant avant l'entrée en jouissance de ce dernier.

L'utilisateur prend les locaux mis à sa disposition dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date de la signature de l'état des lieux.

Au jour de la signature de la présente convention, l'utilisateur déclare que les lieux, objet du présent contrat, sont adaptés à l'activité qu'il entend y exercer.

Lors de l'utilisation des équipements, toute dégradation matérielle imputable à l'utilisateur relève de la responsabilité de ce dernier.

b) Utilisation des locaux et des biens meubles

L'utilisateur sera responsable du maintien en bon état des locaux et biens meubles mis à sa disposition, et devra les restituer en l'état à l'issue de la présente convention. En conséquence, la partie prenante s'engage dans le cadre de l'utilisation des locaux et/ou des équipements de l'E.P.L.E. (A) ainsi mis à sa disposition, à :

- assurer le gardiennage ainsi que celui des voies d'accès ;
- assurer le contrôle des entrées et des sorties des participants aux activités considérées ;
- se conformer aux instructions de l'E.P.L.E. (A) et au règlement d'utilisation lors de l'utilisation des locaux et des équipements mis à disposition ;

- à faire respecter les dites règles par les usagers des locaux mis à sa disposition.

c) Responsabilités de l'utilisateur :

L'utilisateur sera personnellement responsable, vis-à-vis de la Région et du lycée, et des tiers, des conséquences dommageables entraînées par les infractions aux clauses et conditions de la présente convention de son fait, de celui de son personnel, ou de ses préposés. Il sera en particulier responsable des dégâts causés en cours d'emménagement, de déménagement, de transports de matériels. Toute sous-location est formellement interdite sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES DE L'E.P.L.E. (A)

Il appartient à l'E.P.L.E. (A) d'informer la Région sur les travaux à mettre en œuvre pour l'entretien des locaux et des équipements mis à disposition.

L'E.P.L.E. (A) est tenu de vérifier que les matériels et mobiliers présents dans les locaux mis à disposition soient en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

A la fin de chaque exercice civil, le lycée devra transmettre à la Région un compte rendu détaillé des ressources propres générées par les locations diverses en faisant le partage entre ce qui relève des conventions d'occupation à caractère commercial des autres types de mise à disposition pendant et en dehors du temps scolaire.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect de ses obligations, une mise en demeure sera adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception le sommant d'appliquer les termes de la convention.

Cette partie aura un mois pour rétablir la situation conformément à la présente convention.

A défaut, la présente convention sera résiliée de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception effectuée par l'une des autres parties.

En cas de motif d'intérêt général justifiant la résiliation de la présente mise à disposition, la présente convention sera résiliée de plein droit 1 mois après notification à la partie défaillante par la Région du motif justifiant de ce retrait.

ARTICLE 11 : LITIGES

Toute contestation qui pourrait surgir à propos de l'existence, de l'exécution ou de la réalisation de la présente convention est de la compétence exclusive du Tribunal administratif compétent.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires ou de poursuites, les parties dont élection de domicile :

Pour la Région, en l'Hôtel de Région, 27 Place Jules Guesde, 13481 Marseille cedex 20

Pour le lycée.....

Pour l'utilisateur Esplanade de l'armée d'Afrique BP 60070 84005 AVIGNON Cx 1

.....

Fait à Marseille, le.....

Le Chef d'Etablissement,

L'utilisateur,

.....
(cachet de l'E.P.L.E (A))

M. Thierry LAGNEAU
Président du CASDIS

Le Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur

M. Renaud MUSELIER

ANNEXE 1 :

DETAIL DES TARIFS VOTES PAR LA REGION

(Tarifs planchers pouvant être majorés par délibération motivée du CA)

- Amphithéâtre : 20 € / jour,
- Salle de restaurant ou espace cafétéria : 5 € / jour,
- Salles polyvalentes : 15 € / jour,
- Salle de cours : 10 € / jour,
- Salles spécialisées (gymnases, ateliers, laboratoires) : 7 € / heure,
 - Plateaux sportifs extérieurs : 7 € / heure,
 - Piscines : 9 € / heure par ligne d'eau,
- Nuitée par personne : 7,70 € (délibération 21-554 du 28 octobre 2021)

ANNEXE 2 :

Annexe obligatoire aux conventions d'occupation de locaux scolaires (Arrêtés du 11 décembre 2009 et du 25 juin 1980) pour

Attestation qui doit être annexée au registre de sécurité pour la durée de l'utilisation de locaux par des tiers externes à l'établissement.

Pendant la présence du public, le service de sécurité incendie est composé selon le type, la catégorie et les caractéristiques des établissements de l'une des façons suivantes :

- a. Par des personnes désignées par l'exploitant et entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public ;
- b. Par des agents de sécurité-incendie ;
- c. Par des sapeurs-pompiers d'un service public de secours et de lutte contre l'incendie ;
- d. Par la combinaison de ces différentes possibilités, déterminée après avis de la commission compétente.

Ce service assure la sécurité générale dans l'établissement et a notamment pour mission :

- a. De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- b. De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ;
- c. D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- d. De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ;
- e. De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ;
- f. D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés.

Il peut être admis qu'une convention soit signée entre l'exploitant et un ou des utilisateurs de l'établissement pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou d'activités dans les établissements **sans hébergement, disposant d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine et dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes.**

L'annexe MS 46 précise, **dans le cas d'un hébergement**, et ce quel que soit le nombre de participants, la responsabilité du système de sécurité incendie relève de la compétence de l'exploitant des locaux, à savoir le lycée. **Cette compétence ne peut être déléguée en aucun cas à l'utilisateur.**

Informations obligatoires : (en cas de location de locaux d'internat, partie à remplir seulement par le lycée, désigner soit une personne du lycée d'astreinte et habilitée à la sécurité incendie, soit une personne externe au lycée habilitée à la sécurité incendie et assistance à personnes (SSIAP))

- l'identité de la ou des personnes assurant les missions définies ci-dessus :
- la ou les activités autorisées :
- l'effectif maximal autorisé :
- les périodes, les jours ou les heures d'utilisation :
- les dispositions relatives à la sécurité - consignes et moyens de secours mis à disposition :

les coordonnées de la (des) personne (s) à contacter en cas d'urgence :

En complément à la convention d'utilisation signée entre le lycée et
(l'utilisateur)

l'utilisateur atteste par la présente annexe avoir :
pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité ainsi que des éventuelles consignes particulières données par l'exploitant et s'engage à les respecter ;
procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours ;
reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Fait à , le

L'utilisateur.....

Nom

Cachet



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

SEANCE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

.....
Jeudi 16 juin 2022
.....

DELIBERATION N° B19/2022

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est réuni le Jeudi 16 avril 2022 à 15h30, dans la salle de réunion du Siège de l'Etablissement.

La séance était placée sous la présidence de Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration du SDIS de Vaucluse.

ETAIT PRESENTE :

Madame Marielle FABRE

Conseillère Départementale du canton de l'Isle-sur-la-Sorgue
Première Adjointe au Maire de Chateauneuf-de-Gadagne
Troisième Vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ASSISTAIT PAR VISIO-CONFERENCE :

Madame Sophie RIGAUT

Conseillère Départementale du canton de Vaison-la-Romaine
Première vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ETAIENT EXCUSEES :

Madame Catherine GAY, Corinne TESTUD-ROBERT



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S. DE VAUCLUSE

SEANCE DU 16 JUIN 2022

RAPPORT N° 2022-B19

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE SOINS POUR LES CHIENS DE L'EQUIPE CYNOTECHNIQUE DU SDIS DE VAUCLUSE

Le SDIS de Vaucluse compte parmi ses effectifs 4 maîtres-chiens, tous sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels au sein du corps départemental et 4 chiens de recherche et de sauvetage (qui leur appartiennent).

Ces binômes sont amenés à intervenir sur des opérations de sauvetage lors de séismes, d'effondrements d'immeubles, de recherches de personnes disparues, aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger.

Jusqu'en janvier 2021, le SDIS souscrivait une police d'assurance afin de couvrir les dépenses engagées par ces agents, pour le maintien opérationnel des chiens.

Depuis le renouvellement de la couverture assurantielle du Service en janvier 2022, cette garantie, n'est plus souscrite. En effet le montant des offres présentées était bien au-dessus de la cotisation jusqu'alors appliquée par l'assureur titulaire du contrat depuis 2017.

Le SDIS a donc choisi de gérer ce risque en auto-assurance, conforté dans sa décision par le faible nombre de sinistres déclarés au cours des dernières années ainsi que le montant peu élevé des frais de soins engagés.

Afin d'identifier clairement avec les propriétaires des chiens les dépenses prises en charge par le Service, il a été décidé d'établir une convention qui sera signée par chaque maître-chien.

Le responsable des équipes cynophiles devra faire parvenir annuellement une liste à jour des chiens opérationnels, ou dès lors qu'un changement intervient au sein de l'équipe canine.

Je vous serais obligé de bien vouloir en délibérer et m'autoriser le cas échéant, à signer les conventions ainsi établies dont vous trouverez un modèle annexé au présent rapport.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU

Le Président : Pas d'observation ?

Mis au vote, le rapport est adopté.

Le Bureau du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve le rapport qui lui est présenté et se prononce favorablement sur le principe de la prise en charge des frais de soins pour les chiens de l'équipe cynotechnique du SDIS de Vaucluse. Il autorise son président à signer tous les documents y afférent.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN CHIEN DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE AU PROFIT DU SDIS DE VAUCLUSE

Entre,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Vaucluse, représenté par M. le Président du CASDIS de Vaucluse, désigné ci-après sous le terme « SDIS 84 », d'une part,

Et,

Le « *GRADE* » « *PRENOM* » « *NOM* », sapeur-pompier du Corps Départemental du Vaucluse, désigné ci-après sous le terme « cyno-technicien »

ARTICLE 1: Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de participation et d'engagement des deux parties signataires, en particulier :

- Les modalités d'acquisition du chien
- Les modalités de soins et d'entretien du chien (Alimentation, hébergement)
- Les modalités de formation
- Les modalités de mise à disposition du chien
- Les modalités d'assurance

ARTICLE 2: Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2022. Elle pourra être renouvelée trois fois par tacite reconduction jusqu'en 2026.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention, l'une ou l'autre des parties se réserve le droit à tout moment de résilier cette convention sur simple envoi de lettre recommandée avec accusé de réception justifiant le motif.

La résiliation prend effet sous trois mois à partir de la date de réception de la lettre recommandée.

La résiliation est de fait lorsque le cyno-technicien quitte la spécialité cynotechnique.

ARTICLE 3 : Modalités d'acquisition

Les chiens de recherche et de sauvetage sont acquis par le cyno-technicien qui en est le propriétaire.

ARTICLE 4 : Modalités de soins et entretien

Dès l'intégration du chien dans le cursus de formation, les frais de prophylaxie et tous les frais vétérinaires générés dans l'activité pour le maintien en service sont pris en charge par le SDIS 84 (frais liés à un accident ou une maladie contractée en service, à la santé du chien et à son maintien en activité opérationnelle).

Les blessures générées sans lien avec l'activité de service sont prises en charge par le propriétaire.

Les frais d'hébergement et de garde du chien sont à la charge du propriétaire en dehors des périodes d'activité professionnelle ou de garde du sapeur-pompier.

ARTICLE 5 : Modalités de formation

Le SDIS 84 assure intégralement la formation des chiens et des cyno-techniciens, à savoir :

- La formation initiale
- La formation de maintien et de perfectionnement des acquis
- Les tests, stages, exercices, manœuvres et contrôles opérationnels

Ces formations se font dans le respect du guide national de référence, du règlement intérieur de la spécialité (RIOFFE) établi par le staff technique et validé par le conseiller technique départemental de la spécialité.

ARTICLE 6 : Modalités de mise à disposition

Pour les missions liées au service, le cyno-technicien met gracieusement son chien (*nom, identification*) à disposition du SDIS 84.

ARTICLE 7 : Modalités d'assurance

Le SDIS 84 contracte une assurance permettant de couvrir les dommages causés par le chien en service commandé au profit du SDIS.

Les dommages subis par le chien seront pris en charge par le SDIS selon les modalités financières prévues à l'article 8 (accident, maladie, décès imputables au service).

Le SDIS n'est tenu qu'à la seule prise en charge des frais de soins. Il ne saurait intervenir pour la réparation des préjudices liés à l'accident, à la maladie ou au décès du chien.

Le cyno-technicien est couvert dans le cadre de son statut de sapeur-pompier.

ARTICLE 8 : Modalités financières

Le tableau ci-dessous résume les obligations des deux parties :

	Prise en charge par le propriétaire	Prise en charge par le SDIS 84	Observation
Achat du chien	100 %	Néant	
Identification par puce électronique	100%	Néant	
Formation	Néant	100 %	Validée par le SDIS 84
Prophylaxie	100% à compter de la fin de carrière opérationnelle du chien	100% si le chien est inscrit sur liste opérationnelle ou est en formation	Plan de prophylaxie validé par le vétérinaire sapeur-pompier
Frais vétérinaires	100% à compter de la fin de carrière opérationnelle du chien	100% si le chien est inscrit sur liste opérationnelle ou est en formation	L'activité qui a généré des frais doit être en lien avec la demande du service
Hébergement	100 % hors périodes de service de son maître	100 % durant le service du SP	
Décès, euthanasie et frais connexes	100 % si le chien est hors liste opérationnelle	100 % si le chien est inscrit sur liste opérationnelle	Frais réels

*sont exclus :

- X les frais de stérilisation, castration ovario-hystérectomie, avortement, contraception, mise-bas et césarienne (y compris en cas d'accident), et frais liés à la gestation et ses conséquences.
- X Les frais de détartrage à but esthétique.
- X Les frais d'achat de tous les aliments, y compris ceux à valeur diététique.
- X Les frais d'achat de produits antiparasitaires, les lotions et shampoings.
- X Les frais de tatouage et puce électronique.
- X La prise en charge des frais de kinésithérapie et des médecines dites douces telles que l'ostéopathie, la balnéothérapie, l'acupuncture, la mésothérapie etc...

ARTICLE 9 : Durée

La présente convention est établie pour une durée d'une année à compter de sa signature et sera renouvelable tacitement tous les ans dépasser toutefois le 31 décembre 2026.

Fait en deux exemplaires originaux à Avignon, le

Monsieur le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours de Vaucluse,

Le cyno-technicien,

Thierry LAGNEAU

« GRADE » « PRENOM » « NOM »

ANNEXE 1

PLAN DE PROPHYLAXIE POUR LES CHIENS COMPOSANT L'EQUIPE CYNOPHILE DU SDIS DE VAUCLUSE

Validé par le vétérinaire-chef du SDIS de Vaucluse, Docteur Jean-Louis MARY

- A 7 semaines d'âge minimum : Carré, Hépatite contagieuse, Parvovirose et Leptospiroses. (CHPL)
- 3 à 6 semaines plus tard : Rappel
- A 16 semaines d'âge : troisième vaccin partiel (CHP)
- A partir de l'âge d'un an : rappel annuel avec les valences CHPL
- Si le chien doit passer les frontières : y associer un vaccin antirabique ▲

Les autres vaccins disponibles pour les chiens sont optionnels (leishmaniose, piroplasmose...) et ne sont pas souhaitables dans le cadre des interventions au sein du SDIS de Vaucluse.



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

SEANCE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

.....
Jeudi 16 juin 2022
.....

DELIBERATION N° B20/2022

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est réuni le Jeudi 16 avril 2022 à 15h30, dans la salle de réunion du Siège de l'Etablissement.

La séance était placée sous la présidence de Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration du SDIS de Vaucluse.

ETAIT PRESENTE :

Madame Marielle FABRE

Conseillère Départementale du canton de l'Isle-sur-la-Sorgue
Première Adjointe au Maire de Chateaufort-de-Gadagne
Troisième Vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ASSISTAIT PAR VISIO-CONFERENCE :

Madame Sophie RIGAUT

Conseillère Départementale du canton de Vaison-la-Romaine
Première vice-présidente du conseil d'administration du SDIS
de Vaucluse

ETAIENT EXCUSEES :

Madame Catherine GAY, Corinne TESTUD-ROBERT



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S. DE VAUCLUSE

SEANCE DU 16 JUIN 2022

RAPPORT N° 2022-B20

**AVENANT A LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX
ENTRE LE SDIS DE VAUCLUSE, L'UDSP DE VAUCLUSE
ET LA MUTUELLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE**

La Mutuelle Nationale des Sapeurs-Pompiers de France, mutuelle corporatiste, est administrée uniquement par des Sapeurs-Pompiers. Elle protège et accompagne tous les sapeurs-pompiers et partage leurs valeurs.

Son activité consiste dans la pratique de la solidarité et l'entraide entre ses membres par le développement des prestations de santé et d'actions de prévoyance au bénéfice des familles, sous l'égide de la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France.

Afin de faciliter sa relation avec les Sapeurs-Pompiers de la Région Sud, la Mutuelle Nationale des Sapeurs-Pompiers de France occupe occasionnellement, et ce, depuis 2018, un bureau au sein du SDIS de Vaucluse

Une convention avait été établie à cet effet ; celle-ci étant arrivée à échéance, je vous propose de vous prononcer sur sa reconduction et m'autoriser, le cas échéant, à signer l'avenant correspondant.

Je vous serai bien obligé de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU

Le Président : Pas d'observation ?

Mis au vote, le rapport est adopté.

Le Bureau du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve le rapport qui lui est présenté et se prononce favorablement sur la signature de l'avenant à la convention avec la Mutuelle Nationale des Sapeurs-Pompiers de France et l'Union Départemental des Sapeurs-Pompiers de Vaucluse pour l'occupation temporaire de locaux du SDIS.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU



AVENANT A LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Entre les soussignés :

SDIS du Vaucluse
Sis : Esplanade de l'Armée d'Afrique - 84018 AVIGNON

Représenté par : M. Thierry LAGNEAU
Agissant en qualité de Président du conseil d'administration du SDIS de Vaucluse

d'une part,

Et :

La Mutuelle Nationale des Sapeurs-Pompiers (MNSP)
Sis : 6 Boulevard Déodat de Séverac
CS 60327
31773 COLOMIERS CEDEX

Représentée par : M. Antoine HUBERT
Agissant en qualité de Président
N° Registre National des Mutuelles : 776 949 760

Et :

L'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de Vaucluse
Sise : Esplanade de l'Armée d'Afrique - 84018 AVIGNON
Représentée par : M. Michel SANTAMARIA
Agissant en qualité de Président

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Autorisation d'occupation

Le SDIS de Vaucluse autorise la MNSP par le présent avenant, à prolonger les effets de la convention initiale du 1^{er} mars 2018, qui formalisait l'occupation, par la MNSP, d'un bureau situé dans les locaux du siège du SDIS de Vaucluse.

Article 2 : Description des lieux

Le bureau du SDIS de Vaucluse faisant l'objet de l'autorisation d'occupation au profit de la MNSP qui est la bénéficiaire, est situé Esplanade de l'Armée d'Afrique 84018 AVIGNON.

Article 3 :

Un planning des jours de permanence sera communiqué au SDIS semestriellement.

Article 4 : Durée

Le présent avenant est signé pour une durée de trois ans.

Le reste des articles demeure inchangé.

Fait en trois exemplaires originaux pour chacune des parties.

Fait à Colomiers le

**Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS de Vaucluse**

Le Président de la MNSP

Monsieur Thierry LAGNEAU

Monsieur Antoine HUBERT

Le Président de l'UDPS84

Lt-Colonel Michel SANTAMARIA



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

SEANCE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

.....
Jeudi 16 juin 2022
.....

DELIBERATION N° B21/2022

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est réuni le Jeudi 16 avril 2022 à 15h30, dans la salle de réunion du Siège de l'Etablissement.

La séance était placée sous la présidence de Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration du SDIS de Vaucluse.

ETAIT PRESENTE :

Madame Marielle FABRE

Conseillère Départementale du canton de l'Isle-sur-la-Sorgue
Première Adjointe au Maire de Chateauneuf-de-Gadagne
Troisième Vice-présidente du conseil d'administration du SDIS de Vaucluse

ASSISTAIT PAR VISIO-CONFERENCE :

Madame Sophie RIGAUT

Conseillère Départementale du canton de Vaison-la-Romaine
Première vice-présidente du conseil d'administration du SDIS de Vaucluse

ETAIENT EXCUSEES :

Madame Catherine GAY, Corinne TESTUD-ROBERT



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE VAUCLUSE

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU S.D.I.S. DE VAUCLUSE

SEANCE DU 16 JUIN 2022

RAPPORT N° 2022-B21

CONVENTION SDIS DE VAUCLUSE / IGESA

Partenariat avec l'institution de gestion sociale des armées afin de compléter l'action sociale au profit des agents du Sdis de Vaucluse

L'Institution de Gestion Sociale des Armées, créée par la loi du 2 juillet 1966, a pour mission d'unifier les actions sociales au profit des ressortissants du ministère de la Défense. A cet égard, elle propose aux agents bénéficiaires, l'organisation de colonies de vacances pour les enfants, ainsi que la gestion de villages, hôtels, résidences, clubs de vacances, etc.

Aux termes des articles L3422-1 et R3422-1 du Code de la défense, l'IGESA peut faire bénéficier en application de conventions. de certaines de ses activités à d'autres collectivités ou Etablissements publics comme les SDIS.

En conséquence, l'IGESA s'engage, dans la limite des places disponibles, à admettre les personnels du SDIS, qu'ils soient SPP, SPV ou PATS (personnels administratifs et techniques spécialisés), dans ses hôtels, villages, résidences de vacances et pour leurs enfants dans ses centres de vacances de jeunes (CVJ) ainsi que dans les séjours linguistiques (SL).

Les agents pourront également avoir accès aux voyages à l'étranger et aux partenaires extérieurs (pour les destinations France) avec lesquels l'IGESA a négocié des tarifs préférentiels.

Ils bénéficieront également des avantages de la billetterie IGESA ainsi que de ses résidences relais situées à Bourges, Nice (Auvare), Paris (Descartes, Diderot & Voltaire) et Toulon (Escalaes Louvois et Mirabeau), dans la limite des places disponibles.

Ils pourront accéder aux séjours « groupes et séminaires » et auront droit aux promotions et « dernières minutes » proposées par l'IGESA.

Je vous propose de vous prononcer favorablement sur cette collaboration et m'autoriser à signer ladite convention jointe au présent rapport, qui reprend l'ensemble des dispositions applicables au SDIS de Vaucluse.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU



CONVENTION DE PARTENARIAT entre

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL DE SECOURS ET D'INCENDIE DU VAUCLUSE (SDIS 84)
ET Igesa**

Entre d'une part,

Le Service Départemental de Secours et d'Incendie du Vaucluse,
domicilié Esplanade de l'Armée d'Afrique BP 60070 84005 Avignon Cedex 1

et représentée par nom prénom fonction
Thierry LAGNEAU, Président du Conseil d'Administration du Sdis de Vaucluse

CI-APRÈS DÉNOMMÉE **SDIS 84,**

Et d'autre part,

L'Institution de Gestion Sociale des Armées, établissement public industriel et commercial à but non
lucratif, définie aux articles L3422-1 à L3422-7 et R3422-1 à R342-23 du code de la défense,
domiciliée Caserne Saint-Joseph, rue du lieutenant colonel Pierre Chiarelli, 20293 BASTIA,

et représentée par son **directeur général, Renaud FERRAND** CI-APRÈS DÉNOMMÉE **Igesa,**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Aux termes des articles L 3422-1 et R 3422-1 du code de la défense, **l'Institution de Gestion Sociale des Armées** (Igesa) peut faire bénéficier, en application de conventions, d'autres personnes de certaines de ses activités. Ces conventions peuvent être conclues avec d'autres départements ministériels ou avec des personnes morales publiques ou privées.

La délibération du conseil de gestion de Igesa en date du 16 décembre 2010 relative aux conventions avec des personnes morales publiques ou privées définit le cadre des modalités pratiques d'exercice des partenariats.

La SDIS 84 et Igesa ont convenu ce qui suit :

■ **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'ouverture d'une partie des prestations Vacances loisirs Igesa aux agents du SDIS 84.

RAPPEL : Il est entendu que les ressortissants civils et militaires (actifs et retraités) du ministère des armées, bénéficient de plein droit des prestations de l'institution. Ils ne sont par conséquent pas concernés par cette convention.

■ **ARTICLE 2 : PRESTATIONS ACCORDEES AUX AYANTS DROIT DE LA SDIS 84**

Sous réserve du respect des conditions prévues aux articles 3 à 7 de la présente convention, Igesa s'engage, dans la limite des places disponibles, à ouvrir aux agents du SDIS 84 les prestations suivantes :

- 1 - Séjours dans les **hôtels, villages et résidences de vacances Igesa**,
- 2 - Séjours en **colonies de vacances (CVJ)** et en **séjours linguistiques (SL)**
- 3 - Séjours dans les **résidences relais** (hôtels) gérées par Igesa, situées à **Paris** (Descartes, Diderot et Voltaire) et **Toulon** (Escala Casabianca et Mirabeau), dans la limite des places disponibles,
- 4 - Séjours de **groupes, de cohésion et séminaires** dans les établissements Igesa
- 5 - **Billetterie et bibliothèque Igesa**
- 6 - **Promotions et « dernières minutes »** proposées par Igesa

■ **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE IGESA**

► **3.1 Référent de Igesa**

Cécile BERENI

Responsable des partenariats institutionnels de la direction des vacances Igesa

04 95 55 31 66

cbereni@igesa.fr

est le correspondant du SDIS 84, interlocuteur privilégié concernant les aspects réglementaires de la convention et notamment en cas de difficultés d'appréciation des présentes dispositions ou encore pour la transmission par la SDIS 84 des éléments statistiques annuels.

Muriel SOLIER

Responsable de la communication Igesa

04 95 55 31 10

msolier@igesa.fr

- est l'interlocuteur du SDIS 84 et la garante de la mise en œuvre des actions de communication conclues par les 2 parties et décrites ci-dessous.

► 3.3 Communication et information

Dans le cadre de la **communication incombant à Igesa** cette dernière devra :

- Transmettre au SDIS 84, à l'occasion de chacune des parutions de ses catalogues vacances (hiver et été) 5 catalogues vacances adultes et juniors au siège. Ce nombre est révisable chaque année en accord entre les parties.
Les réassorts de catalogues sont possibles sur demande auprès de Igesa.
Les bénéficiaires peuvent également les consulter ou les télécharger sur www.igesa.fr.
- Intégrer sur son site Igesa.fr, dans sa rubrique partenaire, le logo du SDIS 84 agrémenté de quelques lignes de présentation de l'association, avec un lien renvoyant sur le site du SDIS 84.
- faire bénéficier le SDIS 84 de tarifs préférentiels pour les groupes et séminaires dans le cadre d'opérations ponctuelles dans ses établissements de vacances et/ou ses résidences relais.

■ ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU SDIS 84

► 4.1 Référents du SDIS 84

Référent du cadre réglementaire :

Madame Martine CASADEI
Cheffe de la division administration générale
Tél 04 90 81 68 17
casadei.m@sdis84fr

est le correspondant de Igesa, interlocuteur privilégié concernant les aspects réglementaires de la convention et notamment en cas de difficultés d'appréciation des présentes dispositions.

Référents de la mise en œuvre et de la communication au sein du Sdis de Vaucluse :

Madame Michèle RIGAL
Gestionnaire achat public/commande publique
Tél : 04 90 81 68 38
rigal.m@sdis84fr

Lieutenant Pascal CORNOLLE
Préventionniste antenne Sud Vaucluse
Tél 06 11 02 74 00
Cornolle.P@sdis84fr

Le référent est avant tout un facilitateur vis-à-vis des bénéficiaires ; il doit être en mesure d'apprécier les difficultés relatives aux présentes dispositions, avoir l'information de Igesa (offres notamment exceptionnelles) ou encore veiller, en liaison avec le responsable de la communication, à la transmission de ces offres.

► 4.2 Communication et information incombant à la SDIS 84

Dans le cadre de la **communication incombant** au SDIS 84, cette dernière devra :

- intégrer sur son site, dans sa rubrique partenaire, le logo Igesa agrémenté de quelques lignes de présentation, avec un lien renvoyant sur le site www.igesa.fr.
- procéder à :
 - la diffusion (ou réassort) des catalogues Igesa Vacances Loisirs et spécial groupes,
 - la mise en avant des publications et documentations, transmis par Igesa (affiches, flyers ...),
- diffuser à titre gracieux, une communication générale et multicanale relative au partenariat établi entre les deux entités mais également sur les prestations proposées par Igesa, via
 - son site Internet,
 - son espace intranet,
 - la diffusion d'affiche(s) par la messagerie ou l'intranet du SDIS 84
 - toute autre opération résultant d'échanges entre les deux parties.
- solliciter Igesa autant que de besoin pour l'organisation dans les établissements Igesa, des assemblées, annuelles ou générales, et des réunions d'informations internes d'ayants droit de la SDIS 84.

■ ARTICLE 5 : RESERVATION ET FACTURATION DES PRESTATIONS

► 5.1 Hôtels, villages et résidences de vacances Igesa

5.1. A Réservation :

Les bénéficiaires de la présente convention peuvent :

- se renseigner ou réserver en appelant au numéro suivant : 04.95.55.20.20
- télécharger un bulletin d'inscription sur le **site [Igesa.fr](http://www.igesa.fr)** et le transmettre
 - par courrier à l'adresse suivante : Igesa Vacances BP 335 20297 Bastia Cedex,
 - par email via jereservevacances@igesa.fr,
- ou réserver directement en ligne sur le site www.igesa.fr

Les bénéficiaires s'assurent que la ligne « qualité » (non ressortissant, associé, organisme) du bulletin d'inscription soit bien complétée et qu'y soit précisé « SDIS Vaucluse ».

Les demandeurs joignent une preuve de leur appartenance au SDIS 84 en cours de validité.

Nota Bene : Pendant les vacances scolaires d'hiver ou d'été, priorité est donnée aux familles de ressortissants des armées.

5.1. B Facturation :

Les séjours en pension complète, en demi-pension et en location des bénéficiaires non ressortissants des armées de la présente convention sont facturés au **tarif F**.

NB : Pour toute réservation effectuée par téléphone, un règlement par carte bancaire est exigible.

RAPPEL : les personnels, actifs ou retraités du ministère des armées bénéficient de plein droit de la tarification sociale fixée par le ministère des Armées. (Tarifs A à E)

Les établissements ainsi que leurs tarifs figurent dans les catalogues vacances loisirs édités par Igesa ainsi que sur le site internet : **www.igesa.fr**.

► 5.2 Séjours en centres de vacances de jeunes (CVJ) et séjours linguistiques (SL)

Les enfants des bénéficiaires de la présente convention sont autorisés à accéder aux centres de vacances de jeunes Igesa ainsi qu'aux séjours linguistiques.

5.2.A - Réservation

A ce titre, ils peuvent :

- se renseigner ou réserver en appelant au numéro suivant : 04.95.55.20.20 ,
- télécharger un bulletin d'inscription sur le site Igesa.fr et le transmettre
 - o par courrier à l'adresse suivante : IGESA Vacances BP 335 20297 Bastia Cedex,
 - o par email via iereservevacances@igesa.fr,
- ou **réserver directement en ligne sur www.igesa.fr (pour les CVJ uniquement)**

Les demandeurs s'assureront que la ligne « qualité » (non ressortissant, associé) du bulletin d'inscription soit bien complétée et qu'y soit précisé "SDIS Vaucluse".

Ils joignent de même une preuve de leur appartenance au SDIS 84, en cours de validité.

Nota Bene : Pendant les vacances scolaires, priorité est donnée aux familles de ressortissants.

5.2.B - Facturation

Les séjours en centres de vacances de jeunes et en séjours linguistiques sont facturés au **tarif F**.

Les **séjours linguistiques** sont facturés au **tarif F** et sont directement réglés par le demandeur.

NB : les personnels, actifs ou retraités du ministère des armées bénéficient de plein droit de la tarification sociale fixée par le ministère des Armées. (Tarifs A à E)

Les centres ainsi que leurs tarifs figurent dans les catalogues Juniors édités par Igesa ainsi que sur le site internet : **www.igesa.fr**.

► 5.3 Séjours dans les résidences relais (hôtels) à Paris et Toulon :

Les bénéficiaires de la présente convention, sont habilités à séjourner dans les résidences relais Igesa situées à **Paris** (Descartes, Diderot et Voltaire) et **Toulon** (Escalaes Casabianca et Mirabeau), dans la limite des places disponibles.

5.3.A - Réservation

Pour **les résidences relais**, les réservations des bénéficiaires de la présente convention sont effectuées directement auprès des résidences relais (hôtels)

- par le biais du site www.lgesa.fr
- par téléphone
- par courriel

Les coordonnées des résidences relais indiquées ci-dessous figurent également dans les catalogues Igesa Vacances Loisirs et sur le site www.lgesa.fr.

Une preuve de leur appartenance à la fonction publique sera fournie par les demandeurs au moment de l'inscription par Internet.

Elle sera présentée sur place pour une réservation par téléphone.

Coordonnées de résidence relais

- Résidence Voltaire : 01 49 60 23 23 – voltaire@lgesa.fr
- Résidence Descartes : 01 40 92 62 62 – descartes@lgesa.fr
- Résidence Diderot : 01 47 26 26 26 – diderot@lgesa.fr
- Escale Casabianca (ex Escale Louvois) : 04 22 43 74 00 – escalecasabianca@lgesa.fr
- Escale Mirabeau : 04 22 43 69 74 – escalemirabeau@lgesa.fr

5.3.B - Facturation

Pour les **résidences parisiennes**, le tarif applicable est celui « ayants droit dont militaires étrangers »

Pour les **résidences toulonnaises**, le tarif applicable est celui « invités ou assimilés »

► 5.4 Séjours de groupes, de cohésion et séminaires dans les établissements Igesa

Il s'agit d'opérations ponctuelles et collectives qui sont réalisables dans tout établissement de l'IGESA ouvert à cet effet.

5.4.A – Réservation

La réservation s'effectue auprès du bureau groupes et séminaires

- Par téléphone au 04.95.55.30.75 ou
- Par email à seminaires@lgesa.fr).

Concernant les séminaires dans les hôtels parisiens ou toulonnais, le demandeur doit se renseigner directement auprès de l'hôtel choisi, (voir coordonnées ci-avant ou sur www.lgesa.fr).

5.4. B – Tarifs Groupes et séjours cohésion

Les tarifs sont variables selon la période, l'effectif et la nature de la prestation.
Les tarifs groupes sont identiques à ceux accordés aux ressortissants des armées.

5.4. C – Tarifs Séminaires

Les tarifs journées séminaires et prestations annexes (hors location de salles...) sont identiques à ceux accordés aux ressortissants des Armées (tous les détails sur www.lgesa.fr).

► 5.5 Billetterie et bibliothèque Igesa

- **Pour la billetterie** (salles de sport, croisières sur la Seine, parcs d'attraction ...) :
 - 04 95 55 20 20 ou 09 88 67 27 80, ou
 - directement sur place à l'agence parisienne *Igesa* (Pôle d'Accueil Social de la Défense à Balard - 30 boulevard Victor - Paris 15^{ème}),
- **Pour la billetterie du service Infos Spectacles** (à l'exception des ressortissants du ministère des Armées qui en bénéficient de plein droit), les bénéficiaires du SDIS 84 ont la possibilité d'y recourir mais uniquement pour les contremarques qui sont proposées à tarif préférentiel (excluant notamment toutes les invitations), et sous réserve de l'achat d'une carte annuelle délivrée par *Igesa* (30 € par agent pour l'année 2022).
- **Pour la bibliothèque** : une cotisation annuelle est requise (comprenant notamment l'accès à la presse en ligne) (cotisation pour l'année 2022 de 8 € par agent)

Par ailleurs, dans le cadre de sa prestation billetterie, Igesa offre également la possibilité de réaliser des **sorties de cohésion adaptées à vos demandes**.

► 5.6 Les promotions et les "dernières minutes"

Les bénéficiaires de la présente convention bénéficient également :

- Des **promotions**, diffusées dans les catalogues vacances Igesa et sur le site Igesa.fr. Ces promotions sont cumulables avec le tarif accordé dans la convention, sauf mention contraire spécifiée dans l'offre.
- Des **offres de dernières minutes**. Compte tenu du court délai de validité attaché à ces produits, leur information figure sur le portail Internet de Igesa.

Ces promotions et offres dernières minutes sont également diffusées aux ayants droit par le biais d'e-mailings (pour ceux qui se sont inscrits dans la rubrique « Newsletters » du site internet de Igesa).

Les réductions correspondant aux « dernières minutes » peuvent atteindre jusqu'à **25% de réduction sur la base du tarif F**.

■ **ARTICLE 6 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET D'ANNULATION**

Les conditions générales de vente et d'annulation applicables sont indiquées dans les catalogues Igesa.

Les frais de modification ou d'annulation restent à la charge du demandeur.

■ **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une **durée de quatre années à compter de la date de sa signature**. Elle est renouvelable par **tacite reconduction, sans que sa durée totale n'excède cinq années**.

Au terme de ces cinq années, une nouvelle convention pourra être conclue par accord entre les parties et après accord du conseil de gestion de Igesa.

Elle peut être résiliée ou modifiée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, sous condition d'un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Les dossiers individuels déjà acceptés à la date du début du préavis seront menés à terme.

Fait en deux exemplaires originaux dont un remis à chaque contractant.

A ...Avignon, le ____/____/____

A, le ____/____/____

<p>Pour le SDIS Vaucluse</p> <p>Prénom Nom: Thierry LAGNEAU</p> <p>Président du CASDIS de Vaucluse</p>
--

<p>Pour Igesa</p> <p>Renaud FERRAND</p> <p>Directeur général</p>

Le Président : Pas d'observation ?

Mis au vote, le rapport est adopté.

Le Bureau du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, se prononce favorablement sur le rapport qui lui est soumis et approuve le principe de partenariat avec IGESA (Institution de Gestion Sociale des Armées) afin de compléter l'action sociale au profit des agents du SDIS de Vaucluse.
Il autorise son président à signer ladite convention.

Le Président du Conseil d'Administration
du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Thierry LAGNEAU